



HAL
open science

Les Semanas Sociales en Amérique latine

Olivier Compagnon

► **To cite this version:**

Olivier Compagnon. Les Semanas Sociales en Amérique latine. Jean-Dominique Durand (dir.). Les semaines sociales de France, 1904-2004, Parole et Silence, pp.415-433, 2006, Pages d'histoire. halshs-00090982

HAL Id: halshs-00090982

<https://shs.hal.science/halshs-00090982>

Submitted on 6 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Olivier COMPAGNON
Université Paris III – Sorbonne Nouvelle

Les *Semanas Sociales* en Amérique latine

Les Semaines Sociales de France ont renvoyé en Amérique latine un écho important, mais très variable dans le temps et dans l'espace. Les premières *Semanas Sociales* datent de la charnière des années 1900 et 1910 au Mexique et en Uruguay, mais il faut attendre l'an 2000 pour qu'une rencontre comparable soit organisée au Costa Rica. Si la première tâche de l'historien est de « substituer à la continuité insaisissable du temps une structure signifiante »¹, ce travail vise donc tout d'abord à proposer une périodisation rendant compte des grandes étapes de la vie des Semaines Sociales en Amérique latine – et ce malgré des sources nécessairement lacunaires du fait de l'étendue de l'espace considéré et de l'absence de travaux traitant du catholicisme social outre-Atlantique.

Ces éléments étant posés, il convient également d'examiner les raisons du rayonnement différentiel qu'ont connu les Semaines Sociales de France en Amérique latine : comment expliquer, par exemple, que le principe de l'université itinérante, siégeant selon une périodicité régulière dans des villes différentes et traitant des grands problèmes sociaux du moment à l'aune des enseignements de l'Église, ait connu un succès réel au Chili et en Uruguay mais pas en Argentine, alors même que ces trois pays du cône Sud vivent traditionnellement dans une étroite interaction culturelle, intellectuelle et même ecclésiale ? Dans la perspective d'une histoire croisée des Églises extrême-occidentales au XX^e siècle et des transferts culturels, il s'agit donc aussi de démêler l'écheveau des multiples vecteurs qui

1. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 115.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

contribuèrent à diffuser le « modèle » des Semaines Sociales de France dans tel ou tel pays d'Amérique latine.

Enfin, l'attention mérite d'être portée sur les contenus de ces *Semanas Sociales*, qui apparaissent sensiblement différents de ceux que l'on put observer en France. Alors que les économies latino-américaines demeurent tributaires des structures héritées de l'époque coloniale et sont longtemps restées en marge de la révolution industrielle, l'omniprésence du problème agraire et l'émergence tardive de la question ouvrière constituent en effet les spécificités d'un catholicisme social qui ne peut exactement reproduire les réflexions élaborées en Europe. Par ailleurs, les *Semanas Sociales* constituent aussi un remarquable observatoire de la tentation du politique qui s'impose aux élites catholiques d'Amérique latine à partir de l'entre-deux-guerres, face à la montée du communisme, du fascisme et des régimes populistes.

Les trois temps des Semaines Sociales en Amérique latine

L'émergence des *Semanas Sociales* doit être replacée dans le cadre plus global de l'essor du catholicisme social en Amérique latine. Si l'impulsion de l'encyclique *Rerum novarum* y fut moins sensible qu'en Europe dans la mesure où la question sociale ne se posait pas avec autant d'acuité², elle n'en stimula pas moins de nombreuses initiatives dans la plupart des pays du sous-continent. De nombreux éléments traduisent en effet la volonté de porter une attention renouvelée aux problèmes sociaux issus de l'essor économique des dernières décennies du XIX^e siècle – et ce bien que le processus d'industrialisation et de modernisation économique que l'on observe dans certains pays à partir des années 1880 n'ait aucune commune mesure avec ce qu'il est convenu d'appeler la Révolution industrielle en Europe. Négligée par l'historiographie, cette mutation découle partiellement de la création par Pie IX du *Colegio Pio Latino-Americano*, qui permit d'assurer à Rome une meilleure formation du personnel ecclésial, ainsi que du concile plénier des évêques latino-américains réuni en 1899 à l'initiative de Léon XIII. Elle participe, au même titre que les mouvements socialistes et

2. Sur cette réception retardée de *Rerum novarum* et l'impact bien plus décisif de *Quadragesimo anno*, Naudy Suárez Figueroa, « La Encíclica Social « Rerum Novarum » del Papa León XIII en Venezuela: historia de una demorada recepción (1891-1942) », *Nueva Política* (Caracas), 47, II-3, 3^e trim. 1991, p. 137-180. Consacrée au Venezuela, cette étude de cas fournit des clés d'interprétation pour toute l'Amérique latine.

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

anarchistes, à la contestation de l'ordre libéral qui avait structuré les sociétés sud-américaines depuis les Indépendances. En même temps, elle témoigne de la vitalité d'institutions ecclésiales soucieuses d'adapter leur discours et leurs pratiques à un contexte socio-économique nouveau. C'est ainsi qu'apparaissent en Argentine, au Mexique, au Chili ou en Uruguay, dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle, des cercles ouvriers catholiques et une première génération démocrate-chrétienne dont le terrain d'action est plus social que politique, conformément aux instructions pontificales du moment. Au sein de sociétés qui furent profondément marquées par le libéralisme, le scientisme et l'anticléricalisme dans le second XIX^e siècle, il y a là comme le prélude à une renaissance de l'influence catholique, même si l'enseignement social de l'Église n'acquiert une véritable lisibilité qu'après la Première Guerre mondiale³.

Chronologiquement, le Mexique est le premier pays à reproduire un modèle comparable à celui des Semaines françaises. Durant les années 1880 avait été généralisée à tout le pays la création de cercles ouvriers qui se comptaient par centaines à l'aube du XX^e siècle. En 1903, le premier congrès national de ces cercles se tient à Puebla à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du pontificat de Léon XIII : durant une semaine, une quarantaine de clercs et de laïcs traitent des questions sociales agitant le pays tels que le syndicalisme, le travail industriel et agricole, l'alcoolisme, l'organisation sociale et juridique de la charité, la presse catholique et l'éducation⁴. Un an avant la première Semaine Sociale de Lyon, il y a là comme un étonnant synchronisme, qui témoigne de l'antériorité mexicaine dans l'histoire du catholicisme social latino-américain et contribue à expliquer l'adaptation précoce du modèle français dans un pays où les élites politiques, intellectuelles et religieuses vivent les yeux rivés vers la France depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Après deux tentatives n'ayant recueilli qu'un écho limité (à León en 1908 et à México en 1910), la troisième Semaine Sociale mexicaine a lieu en août 1911 dans la capitale, rencontre un franc succès au vu de la publicité qu'elle reçoit dans la presse

3. Pour un aperçu général sur l'émergence du catholicisme social en Amérique latine, Hans-Jürgen Prien, *La historia del cristianismo en América Latina*, Salamanca, Sígueme, 1985, p. 495 et suiv.

4. Jean-André Meyer, *Les chrétiens d'Amérique latine, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Desclée, 1991, p. 89. Pour une mise en contexte du catholicisme mexicain au début du XX^e siècle, cf. Roberto Blancarte, *Historia de la Iglesia católica en Mexico*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1992 (notamment p. 48 et suiv.)

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

nationale, et inaugure toute une série de rencontres dans les années 1910 et 1920⁵. Seule l'exacerbation des tensions entre l'Église et l'État, conduisant au sanglant épisode de la Christiade entre 1926 et 1929, porte un coup d'arrêt aux Semaines Sociales mexicaines.

Avec le Mexique, l'Uruguay fait également figure de pays précurseur puisque la première Semaine Sociale – consacrée aux grands principes de l'organisation sociale dans le monde contemporain – a lieu à Montevideo du 10 au 17 septembre 1912. Cette impulsion antérieure à la Première Guerre mondiale n'est pas démentie par la suite : la deuxième Semaine Sociale se déroule en 1921 et traite de thèmes aussi divers que « Léon XIII et *Rerum novarum* », « La participation des ouvriers au bénéfice du capital » ou « Les catholiques sociaux espagnols » ; la troisième se tient en 1923, la quatrième en 1925 et la cinquième en 1932. Les principaux débats tenus en ces occasions font l'objet de comptes rendus détaillés dans la revue *Tribuna Social*, organe de la *Unión Social del Uruguay* à l'origine de l'organisation des Semaines et vitrine du catholicisme social uruguayen⁶. L'une des particularités des Semaines Sociales uruguayennes, pourtant directement inspirées du modèle français, réside toutefois dans le fait qu'elles ne sont pas itinérantes et ont systématiquement lieu à Montevideo.

Si les cas mexicain et uruguayen laissent supposer une importation rapide du modèle des Semaines françaises en Amérique latine, il faut toutefois attendre l'entre-deux-guerres et le *renacimiento católico* que l'on observe alors dans toute l'Amérique latine pour observer une diffusion plus large des *Semanas Sociales*⁷. La première Semaine Sociale du clergé chilien a lieu en 1932 et la seconde l'année suivante : la réunion de ces assemblées est alors justifiée par « la nécessité de mettre en pratique les doctrines sociales de l'Église » face aux « multiples manifestations d'inquiétude sociale que l'on observe continûment »⁸. Comme en Uruguay, c'est en lien direct

5. Citons à titre d'exemple la Semaine Sociale de Zacatecas en 1912, ou celle de Puebla en 1919 dont le thème s'intitule « Principes chrétiens en matière sociale : action professionnelle et institutions sociales ».

6. Voir notamment *Tribuna Social* (Montevideo), n° 130, oct. 1932 où sont récapitulés les thèmes traités depuis la création des Semaines.

7. Ce *renacimiento católico* n'a pas encore fait l'objet d'une étude spécifique bien qu'il constitue un moment décisif pour comprendre le catholicisme latino-américain au xx^e siècle. Pour une vue d'ensemble, Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud. Le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2003, p. 31-41.

8. Brochure annonçant la tenue de la deuxième Semaine Sociale au Chili, 7 juill. 1933 (Archives municipales de Lyon-AML, 131 II 68)

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

avec les Semaines françaises que les figures de proue du catholicisme social chilien – comme le père Fernando Vivés – mettent en place ces manifestations : en témoignent la lettre d’adhésion envoyée en 1934 par le Secrétariat Social de Santiago à la Semaine Sociale de Nice, ou encore le tableau dressé à l’attention de Marius Gonin par un visiteur des Lazaristes affirmant que « les Semaines Sociales [de France] sont très appréciées parmi les catholiques sociaux du Chili »⁹. Mais contrairement au cas uruguayen où l’organisation des Semaines est centralisée par une seule et même institution, on observe au Chili un foisonnement d’initiatives émanant à la fois de la hiérarchie de Santiago (ce sont les *Semanas Sociales del Clero* mentionnées plus haut) et d’instances ecclésiales ou laïques locales comme le *Secretariado Social de Valparaíso* – qui met en place ses propres Semaines Sociales en 1933 avec la collaboration de l’Université Catholique de la ville¹⁰ et dont le directeur commente en ces termes la Semaine Sociale de Nice de juillet 1934 : « programme complet, de grande importance, comme celui de toutes les Semaines que vous êtes habitués à célébrer ; programme qui sert aux catholiques de toutes les nations qui suivent pas à pas, avec intérêt, la brillante trajectoire que vous décrivez. [...] Nous tâcherons de suivre vos traces de plus près possible, en devenant vos fidèles disciples dans cette terre lointaine partie de l’Amérique »¹¹.

Au Brésil enfin, la première Semaine Sociale a également lieu au milieu des années 1930 : organisée grâce au concours de Pierre Deffontaines, professeur agrégé à l’Institut Catholique de Lille détaché auprès de la toute récente Faculté de São Paulo, elle est placée sous le patronage du cardinal-archevêque de la capitale brésilienne, dom Leme, et préconise dans ses conclusions l’organisation de manifestations similaires afin « de recruter, d’unir et d’encourager les catholiques désireux de se vouer à l’action sociale »¹². Notons toutefois que, ni au Brésil – où a été fondé un *Grupo de Ação Social*

9. Lettres d’Étienne Standaert à Marius Gonin, Santiago, 5 juillet 1934 et 14 août 1936 (AML, 131 II 68).

10. Voir la correspondance entre le représentant du Secrétariat Social de Valparaíso et Marius Gonin, notamment les lettres du 18 juillet et du 4 septembre 1934 (AML, 131 II 68), ainsi que le *Reglamento del Secretariado Social de Valparaíso* (Valparaíso, Imprenta Roma, 1932) qui récapitule les statuts du secrétariat et précise dans l’article 2 que l’organisation de Semaines Sociales fait partie des activités prévues à terme.

11. Lettre d’Alfredo Cerallo Sampeaux à Marius Gonin, Valparaíso, 18 juillet 1934 (AML, 131 II 68). L’auteur ajoute : « votre tribune est un phare qui éclaire notre route à travers les écueils de l’incertitude ».

12. *Notes de doctrine et d’action* (Lyon), n° 26, octobre-décembre 1936, p. 20.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

destiné à organiser des Semaines annuelles¹³ – ni dans les autres pays où sont apparues des Semaines Sociales avant la Deuxième Guerre mondiale, on n’observe une périodicité aussi régulière que celle des Semaines Sociales de France.

Outre ces cas où l’organisation de *Semanas Sociales* explicitement calquées sur le modèle français est avérée, il faut aussi noter que les Semaines françaises purent recueillir un réel écho et faire rayonner leurs principes sans pour autant que des manifestations du même type soient organisées. C’est ce qu’attestent de nombreuses correspondances entre des responsables français et des représentants d’Églises latino-américaines. Ainsi un cercle d’ouvriers catholiques de Quito, en Équateur, exprime-t-il en 1926 son adhésion à l’œuvre des Semaines françaises « dont les savantes conclusions nous servent de guide dans nos modestes labeurs en faveur du peuple »¹⁴ ; Felix Restrepo, directeur de la *Revista Javeriana* de Bogotá qui constitue l’un des pôles du *renacimiento católico* colombien, réclame en 1934 aux responsables de la *Chronique sociale de France* l’envoi d’exemplaires de leur revue afin que les étudiants de l’Université Catholique puissent avoir accès aux réflexions élaborées en Europe¹⁵ ; deux ans plus tard, le directeur du *Colegio de La Salle* au Panama s’adresse aux Semaines Sociales de France afin d’obtenir l’intégralité des études présentées cette année-là à Versailles sur « un sujet d’une grande actualité »¹⁶. En outre, les listes de personnalités étrangères invitées à chaque session des SSF durant l’entre-deux-guerres montrent la présence régulière de Latino-américains, certes bien moins nombreux que les invités européens, mais représentant au final une majorité des pays du sous-continent¹⁷.

La Deuxième Guerre mondiale semble à bien des égards mettre un terme à ce processus d’essor des Semaines Sociales en Amérique latine, comme en témoigne le fait que les correspondances

13. Lettre de Umberto Porto aux SSF, Rio, 16 février 1937 (AML, 131 II 69)

14. Lettre du Cercle catholique d’ouvriers de Quito à Eugène Duthoit, Quito, 9 juin 1926 (AML, 131 II 69).

15. Lettre de Felix Restrepo au directeur de *Chronique sociale de France*, 19 fév. 1934 (AML, 131 II 68).

16. Lettre du frère Ireneo aux Semaines Sociales de France, Panama, juin 1936 (AML, 131 II 68).

17. Par exemple les listes d’étrangers présents à la Semaine Sociale de Reims en 1933 et à celle de Versailles en 1936, où l’on recense des Argentins, des Colombiens, un Équatorien, un Salvadorien et un Vénézuélien. Ou encore le projet de programme pour la conférence internationale des Semaines Sociales prévue en mai 1937 à l’occasion de l’Exposition Universelle (AML, 131 II 69).

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

et autres types de sources se tarissent soudainement dans les archives conservées à Lyon¹⁸. À cela, un faisceau de causes qu'il convient de mentionner brièvement.

D'une part, il convient de tenir compte des évolutions propres au catholicisme d'Amérique latine. Dans certains pays comme l'Argentine, le Brésil et le Mexique, les années 1940 correspondent à l'apogée des régimes populistes dont l'une des lignes politiques réside dans la prise en charge de la question sociale par l'État et l'intégration des masses à la nation¹⁹. À partir de 1943, l'exemple argentin montre que l'une des stratégies du péronisme réside dans la négociation d'un *modus vivendi* avec les catholiques, qui peut prendre la forme d'une intégration d'une partie de la doctrine sociale de l'Église à la politique gouvernementale²⁰. Un phénomène déjà observé dans le Brésil des années 1930, lorsque le président Vargas accorde d'importantes concessions à la Ligue Électorale Catholique afin d'apaiser les relations houleuses entre l'Église et l'État²¹. Aussi l'organisation de manifestations telles que les Semaines Sociales peut-elle sembler moins urgente dans un contexte où l'État – traditionnellement peu interventionniste depuis le XIX^e siècle – semble enfin décidé à se colleter avec les inquiétudes sociales du moment (urbanisation galopante, droit du travail, protection sociale, etc.). En outre, avant même l'émergence de la théologie de la libération, des communautés ecclésiales de base et du dialogue entre une frange du catholicisme et le marxisme, les années 1950 et 1960 voient apparaître de nouvelles formes d'action sociale dans certains secteurs des Églises latino-américaines, désireux d'apporter des réponses concrètes à certains problèmes séculaires comme celui de la terre et de lutter contre la propagation du modèle révolutionnaire cubain : au Brésil par exemple, le père Antonio Melo, soutenu par Helder Camara, se retrouve en 1961 à la tête d'un mouvement de 2 000 paysans réclamant des terres et une

18. Le fait que ces archives ne sont pas encore classées à partir de l'année 1951 nous interdit d'être catégorique ; mais les sondages effectués vont dans ce sens.

19. Pour une vision d'ensemble sur le populisme, José Alvarez Junco et Ricardo González Leandri, *El populismo en España y América latina*, Madrid, Editorial Catriel, 1994.

20. Sur le cas argentin, Loris Zanatta, *Perón y el mito de la Nación católica. Iglesia y Ejército en los orígenes del peronismo, 1943-1946*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1999 ; et Lila Caimari M., *Perón y la Iglesia Católica. Religión, Estado y Sociedad en la Argentina (1943-1955)*, Buenos Aires, Ariel, 1995.

21. Marcio Moreira-Alves, *L'Église et la politique au Brésil*, Paris, Cerf, 1974, p. 28-30 ; Thomas C. Bruneau, *The Church in Brazil: the Politics of Transition*, Austin, 1982, p. 40 et suiv.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

réforme agraire ; au Chili à la même époque, Mgr Manuel Larraín, évêque de Talca, use de sa notoriété pour rendre des paysans sans terre propriétaires de domaines de l'Église. On relève là les signes d'un renouvellement de la réflexion et de la *praxis* catholiques sur le social, qui tend à rechercher des solutions spécifiquement latino-américaines afin de résoudre les problèmes propres au sous-continent²². De là une distanciation vis-à-vis des réflexions élaborées en Europe, qui culmine quelques années plus tard avec l'émergence du christianisme de libération et que traduit la formule du théologien péruvien Gustavo Gutiérrez : « boire à son propre puits »²³.

Au-delà de cette tendance à l'émancipation intellectuelle du catholicisme latino-américain vis-à-vis de l'Europe en général et de la France en particulier, l'évolution des Semaines Sociales de France elles-mêmes n'est pas indifférente à leur moindre rayonnement outre-Atlantique. Pour ne retenir qu'un exemple, on peut ainsi supposer que l'attention portée aux questions coloniales lors de la Semaine de 1948 (« Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale ») ne correspond pas réellement à l'horizon d'attente des élites catholiques d'Amérique latine. Tout cela ne signifie pas, cependant, que l'expérience des Semaines Sociales s'efface complètement au sein du catholicisme extrême-occidental. Des *Semanas Sociales* ont ainsi lieu au Venezuela tout au long des années 1960 et 1970, celle de 1975 traitant des problèmes de l'enfance dans la société contemporaine. En 1948, la bibliothèque de la Faculté de Sciences Économiques de Buenos Aires fait part de son désir d'obtenir les publications des sessions de France depuis le premier numéro²⁴. Au Chili, les programmes et les publications françaises continuent d'être régulièrement diffusés auprès de l'Action catholique à la charnière des années 1940 et 1950²⁵. Dans un pays comme le Brésil

22. Sur l'ensemble des mutations postérieures à la Deuxième Guerre mondiale, Olivier Compagnon, « L'Amérique latine », dans Jean-Marie Mayeur (dir.), *Histoire du christianisme*, volume 13 (« Crises et Renouveau, de 1958 à nos jours »), Paris, Desclée, p. 509-577.

23. Dans le même ordre d'idée, le franciscain brésilien Leonardo Boff écrit aussi : « la théologie à dominante étrangère que nous citerons ne devra pas faire illusion. C'est avec des préoccupations qui sont les nôtres et celles du continent sud-américain que nous relirons non seulement les vieux textes du Nouveau Testament, mais les commentaires les plus récents publiés en Europe. Ces données seront situées dans d'autres coordonnées et projetées sur un horizon qui nous est propre. » (*Jésus-Christ libérateur. Essai de christologie critique*, Paris, Cerf, 1974 – éd. originale en 1971 -, p. 52).

24. AML, 133 II 10.

25. Lettre de la *Chronique Sociale de France* à Jorge Echegoyen Ballacey, Lyon, 22 septembre 1948 (AML, 133 II 10).

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

enfin, la peur de l'expansion communiste, qui constituait déjà dans l'entre-deux-guerres une matrice de l'engagement social des catholiques, demeure largement prégnante et motive la poursuite des efforts entamés dans les décennies précédentes. En 1949, le directeur du cercle catholique de Rio s'adresse au secrétariat des Semaines Sociales de France et lui soumet un plan d'action destiné à contrecarrer « les progrès du communisme qui exploite, avec habileté, la misère des populations pauvres » : « fils de la même Église, défenseurs de la même doctrine de justice sociale et de charité, en ce moment historique de lutte contre le communisme athée, nous devons profiter de toutes les opportunités d'échanges d'idées, de méthodes de travail et d'informations. C'est pour ce motif que j'ai pris l'initiative de soumettre mon étude à l'appréciation des travailleurs sociaux français réunis à Lille »²⁶. La réponse adressée au nom de la *Chronique sociale de France* témoigne de liens maintenus entre les catholiques sociaux des deux rives de l'Atlantique : « je crois que les catholiques conscients d'Amérique latine doivent être au premier plan de la lutte pour le progrès social. Sinon, le communisme qui n'est encore qu'un danger deviendra une certitude en Amérique latine »²⁷.

Si les quarante années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale semblent correspondre à la période d'étiage du modèle français en Amérique latine, de multiples signes de renouveau sont apparus depuis le milieu des années 1980. Durant les deux dernières décennies, des pays comme le Costa Rica ont connu pour la première fois l'organisation d'une Semaine Sociale ; à Cuba, une seconde Semaine Sociale a lieu du 17 au 20 novembre 1994, plus de quarante ans après l'organisation de la première ; enfin, on observe dans les pays comme le Mexique, l'Uruguay, le Chili ou le Brésil, où la tradition des *Semanas Sociales* est ancienne, une refondation ou un net regain d'activité²⁸.

Cette nouvelle solution de continuité tient à de multiples causes. D'une part, l'étouffement du christianisme de libération, condamné à de multiples reprises par le Saint-Siège depuis l'accession de

26. Lettre de Severiano Sombra au secrétaire des SSF, Rio, 7 septembre 1949 (AML, 133 II 10).

27. Lettre de la *Chronique sociale de France* à Severiano Sombra, Lyon, s. d. (AML, 133 II 10).

28. Ainsi au Brésil, les Semaines Sociales ont été refondées au début des années 1990 sur la base de séminaires et de réunions s'étalant sur plusieurs mois, avec la participation d'organisations comme le Mouvement des Sans Terre. En 1991, la première de ces Semaines a eu pour thème « Le monde du travail : défis et perspectives » ; la quatrième a été inaugurée en mai 2004.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

Jean-Paul II au pontificat et réprimé par les régimes de sécurité nationale dans les années 1970 et 1980, a reconfiguré le champ catholique en excluant du champ des possibles, les réponses les plus radicales aux problèmes sociaux. À cela s'est ajouté l'effondrement du socialisme réel, qui a mis un terme définitif à toute tentation de dialogue entre christianisme et marxisme. Aussi le catholicisme social, tel qu'il avait pu se développer dans les premières décennies du xx^e siècle puis être relégué au second plan lorsque le messianisme révolutionnaire avait imprégné une frange des Églises d'Amérique latine, connaît-il une nouvelle actualité, conforme aux aspirations de Jean-Paul II dont les encycliques sociales constituent aujourd'hui le *credo* dominant des acteurs ecclésiaux latino-américains. D'autre part, l'uniformisation néo-libérale que connaît l'Amérique latine depuis le milieu des années 1970, la déconstruction de l'État interventionniste et redistributeur, l'accroissement des inégalités et l'augmentation du nombre d'individus vivant dans un état de pauvreté, sont autant de facteurs expliquant le réinvestissement du terrain social par des Églises dont certains membres ont été en première ligne des mouvements contestataires les plus récents (en Argentine en 2001 ou en Bolivie en 2003). En témoigne la seizième *Semana Social* uruguayenne en 2000, qui a donné lieu à la publication d'un document dans lequel l'Église dénonce durement la situation sociale et la libéralisation du pays. Associé aux travaux des clercs et laïcs réunis à Montevideo, le sociologue Pablo Guerra commente en ces termes les réactions qui ont accompagné la publication des conclusions de la Semaine : « nous savions qu'au moins surgiraient des voix critiques en provenance des secteurs conservateurs de la société et de la part des intellectuels d'obédience néo-libérale. Les premiers, comme on pouvait s'y attendre, dénonçant la participation de l'Église et des 'curés' à la 'politique'. Les seconds [...] pour critiquer certains points du document, concernant avant tout le rôle de l'économie de marché [...] Je regrette qu'aucun des détracteurs n'ait commenté le fait que la famille se désintégrait, que le système éducatif était excluant, [...] que 40 % des enfants naissaient dans des foyers pauvres, que le chômage augmentait et que chaque jour il y avait un peu plus d'enfants mendiant dans les bus »²⁹.

Faut-il conclure à la lumière de ces quelques données que les Semaines Sociales connaissent actuellement une seconde jeunesse en Amérique latine ? À défaut d'une réponse catégorique à laquelle ne nous autorisent pas les multiples écueils que porte en elle l'histoire

29. *La República* (Montevideo), 20 septembre 2000.

 LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

du temps présent, contentons-nous d'en noter le dynamisme actuel et la participation active dans la recherche d'un modèle socio-économique alternatif.

Les vecteurs des *Semanas Sociales*

Non linéaire dans le temps, la diffusion du modèle des Semaines Sociales de France en Amérique latine n'a pas non plus été uniforme dans l'espace. Se pose alors la question des critères de différenciation pouvant expliquer que des catholiques chiliens, brésiliens, mexicains ou uruguayens aient entretenu des relations étroites avec la France et institutionnalisé le principe des *Semanas Sociales* comme lieu de maturation de la pensée social-chrétienne, mais que ce ne fût pas le cas pour leurs homologues argentins par exemple.

Au début du xx^e siècle, le contexte argentin ne semble pourtant pas radicalement différent de celui que l'on observe de l'autre côté des Andes ou au Mexique. Les anciennes Provinces Unies du Rio de la Plata appartiennent au petit groupe de pays entré précocement dans une phase de modernisation économique et d'industrialisation, où la question sociale se pose aux élites politiques et intellectuelles dès avant la Première Guerre mondiale³⁰. Sous l'impulsion du père Federico Grote se sont développés des cercles catholiques ouvriers, qui s'organisent en fédération en 1895 et commencent alors à réunir des congrès tous les trois ou quatre ans dans des villes de l'Intérieur argentin. En outre, ce pays d'immigration massive en provenance de l'Europe latine est aussi l'un des premiers où le marxisme et l'anarchisme acquièrent une importance politique réelle, suscitant auprès des autorités ecclésiastiques la crainte d'une dé-catholicisation qui remettrait en cause les fondements de l'identité nationale. Enfin, l'influence culturelle et intellectuelle de la France n'y est pas moindre qu'ailleurs, bien au contraire : depuis le début du xix^e siècle et la rupture du lien politique avec la métropole espagnole, l'Argentine s'est donnée à la France « avec l'ingénuité d'une vierge » selon les mots de Manuel Ugarte ; dans le monde catholique en particulier, le référent français est omniprésent comme le montrent les écrits de Gustavo Franceschi (1881-1957), figure dominante de l'Église argentine de la fin des années 1910 au milieu des années 1950³¹, ou encore le fait

30. Juan Soriano (comp.), *La cuestión social en Argentina, 1870-1943*, Buenos Aires, Editorial La Colmena, 2000 ; Hector Recalde, *La Iglesia y la cuestión social, 1874-1910*, Buenos Aires, CELA, 1985.

31. Francophile passionné ayant vécu plusieurs années à Paris, il publie en 1917 un essai intitulé *El espiritualismo en la literatura francesa*, Buenos Aires, Editorial Difusión, dans lequel transparaît sa grande familiarité avec le monde catholique français.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

que certaines œuvres comme celle de Jacques Maritain soient connues et débattues à Buenos Aires dès le début des années 1920³². Pourtant, au moment où apparaît parmi les premiers catholiques sociaux la nécessité d'« un organisme qui serait, dans le même temps, un centre d'études, de formation des hommes à l'action sociale, et qui, simultanément, les projetterait dans l'action »,³³ ce n'est pas le modèle des Semaines françaises qui est retenu, mais plutôt celui du *Volksverein* allemand auquel les références sont explicites quand est créée en 1908, sous l'impulsion d'Emilio Lamarca, la *Liga Social Argentina*. Cette institution, qui fonctionne de manière permanente et compte quelque 6 000 membres à la veille de la Première Guerre mondiale, repose sur la fondation dans les principales villes du pays de centres d'action sociale organisant leurs activités de manière autonome. Bien que la *Liga Social Argentina* se dote en 1911 d'un périodique intitulé *Semana social*, il semble donc que le principe des universités itinérantes – véritable marque de fabrique des Semaines Sociales de France – n'ait pas essaimé en Argentine où domine plutôt la déclinaison allemande du catholicisme social.

Parmi les facteurs de différenciation dans la diffusion des Semaines Sociales en Amérique latine, le rôle des acteurs et des stratégies individuelles qu'ils développent semble donc primer sur certaines données structurelles comme l'influence traditionnelle du catholicisme français. Dans de nombreux cas, la création de *Semanas Sociales* s'apparente à un véritable processus d'importation d'un modèle observé *in situ* à l'occasion d'un voyage en France³⁴. Ainsi Juan Francisco Argone, archevêque de Montevideo faisant partie des initiateurs des *Semanas Sociales* en Uruguay à la veille de la Grande Guerre, a-t-il personnellement rencontré Marius Gonin à Lyon en 1909 et assisté, cette même année, à la Semaine Sociale de Bordeaux³⁵. Un autre disciple des Semaines en Uruguay, Felix Dumoulin Varone, annonce quant à lui en 1926 qu'il assistera à la Semaine du Havre dix-neuf ans après avoir découvert pour la première fois cette manifestation à l'occasion d'un voyage en France³⁶. Autre exemple au Chili, où le *Secretariado Social de*

32. Olivier Compagnon, *Jacques Maritain...*, *op. cit.*

33. Nestor T. Auza, *Los católicos argentinos su experiencia política social*, Buenos Aires, Diagrama, 1962, p. 92-93.

34. Rappelons que le voyage en Europe, et notamment dans ce berceau de la modernité artistique et culturelle qu'est Paris à la Belle Époque, fait presque figure de passage obligé dans la formation intellectuelle des élites latino-américaines.

35. Lettre de Juan Francisco Argone à Marius Gonin, Montevideo, 6 novembre 1933 (AML, 131 II 68).

36. Lettre de Felix Dumoulin Varone aux Semaines Sociales de France, Buenos Aires, 31 mars 1926 (AML, 131 II 69).

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

Valparaíso regrette en 1934 ne pas pouvoir être représenté par l'un de ses membres comme il l'avait été lors de la Semaine Sociale de Reims par le père Teófilo Troncoso³⁷. Au Brésil enfin, l'une des personnalités centrales de la première Semaine Sociale de Rio est 1936 est Alceu Amoroso Lima³⁸ : principal disciple de Maritain en terre lusophone, il a vécu de nombreuses années en France au moment de la Première Guerre mondiale et il a suivi à cette occasion les développements du catholicisme social ; invité pour la Semaine de Clermont-Ferrand en 1937, il correspond avec Eugène Duthoit et dit tout son intérêt pour l'œuvre menée par les Semaines en France³⁹.

Si la diffusion des Semaines Sociales en Amérique latine s'apparente en ce sens à une importation, on ne saurait pour autant négliger les efforts déployés par Gonin et quelques autres pour faire connaître leurs actions à l'étranger. En 1933 par exemple, ce dernier sollicite auprès des *Semanas Sociales Uruguayas* un renforcement des relations avec les Semaines Sociales de France, ce à quoi le responsable de la revue *Tribuna Social* répond : « votre lettre datée du 28 septembre qui exprime les désirs de votre institution de se mettre en rapport avec celle qui célèbre la Semaine Sociale de l'Uruguay. [...] L'Union Sociale accueille avec beaucoup de plaisir ces désirs coïncidant avec les siens d'établir des relations avec la Semaine Sociale de France »⁴⁰. En outre, de nombreuses correspondances attestent de l'envoi systématique des publications et des programmes des Français aux initiateurs de manifestations similaires outre-Atlantique. Il y a donc là une double dynamique d'importation/exportation du modèle des Semaines Sociales, suffisamment rare dans l'histoire des transferts culturels entre Europe et Amérique latine pour que l'on y porte un regard attentif.

La présence en Amérique latine de représentants français des Semaines Sociales ou de prêtres exerçant leur ministère à l'étranger apparaît aussi comme une courroie de transmission essentielle. On sait ainsi que la première Semaine Sociale de Rio a été organisée en présence de proches des Semaines Françaises, dont Pierre Deffontaines qui enseigne alors à l'*Universidade do Distrito Federal* et

37. Lettre d'Alfredo Cerallo Sampeaux à Marius Gonin, Valparaíso, 18 juillet 1934 (AML, 131 II 68).

38. Lettre de Pierre Deffontaines à Eugène Duthoit, Rio, 20 sept. 1936 (AML, 131 II 68).

39. Lettre d'Alceu Amoroso Lima à Eugène Duthoit, Rio, 8 avril 1937 (AML, 131 II 69).

40. Lettre de Felix Salvador Bayola à Marius Gonin, Montevideo, 9 nov. 1933 (AML, 131 II 68).

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

écrit à Duthoit : « j'ai eu la grande émotion de faire applaudir votre nom et les SSF [...]. Cela a été pour moi une grande joie que d'être un des semeurs de la grande idée des Semaines Sociales et de participer à sa naissance au Brésil »⁴¹. Par ailleurs, la création des Semaines Sociales de France est concomitante d'une importante vague d'émigration religieuse française vers l'Amérique latine, du fait des conséquences de la loi de 1904 interdisant l'enseignement congréganiste en France : plusieurs travaux ont montré, pour les cas chilien et mexicain notamment, comment l'arrivée de religieux français outre-Atlantique dans les années 1900 et 1910 avait été un puissant facteur de diffusion des renouvellements intellectuels que connaissait alors le catholicisme hexagonal⁴². Durant l'entre-deux-guerres, l'Église de France porte une attention toute particulière à son rayonnement à l'étranger : l'exemple du Comité catholique des Amitiés françaises, constitué en 1920 autour de Mgr Baudrillart, révèle une perception de l'Amérique latine comme zone de mission prioritaire dans la mesure où le prestige du catholicisme français souffre de la forte influence qu'y exerce le catholicisme espagnol. Sous les auspices de ce Comité sont organisées de nombreuses tournées qui jouent aussi en faveur d'une découverte de l'*intelligentsia* catholique française en général, et des diverses déclinaisons du catholicisme social en particulier⁴³. Et après la Deuxième Guerre mondiale, l'encyclique *Fidei Donum* (1957) contribue aussi à l'intensification des migrations religieuses en mettant des prêtres diocésains volontaires à la disposition d'évêques du Tiers-Monde⁴⁴.

Enfin, l'écho recueilli par les Semaines Sociales de France en Espagne n'est peut-être pas indifférent à leur diffusion en Amérique latine, comme le suggère l'une des conférences donnée lors de la deuxième Semaine Sociale uruguayenne (1921) et concernant « Les catholiques sociaux espagnols ». En effet, les années 1920 et 1930 sont marquées outre-Atlantique par un renouveau des valeurs de l'hispanité au premier rang desquelles figure le catholicisme : entre

41. Lettre de Pierre Deffontaines à Eugène Duthoit, Rio, 20 sept. 1936 (AML, 131 II 68).

42. Voir par exemple Camille Foulard, *Les congrégations françaises au Mexique, 1900-1940*, DEA d'histoire, Université de Paris I, dir. F.-X. Guerra, 2002. Voir Patrick Cabanel et Jean-Dominique Durand, *Le grand exil des congrégations religieuses françaises 1901-1914*, Paris, Éd. du cerf, 2005.

43. Daniel Grange, « Les catholiques français et la coopération internationale durant le premier après-guerre : le Comité catholique des Amitiés françaises », *Relations Internationales*, n° 72, hiver 1992, p. 443-472.

44. En 1964, on recense 5 326 étrangers sur 12 589 prêtres au Brésil – la France étant la septième nation représentée quantitativement.

 LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

de nombreux pays du sous-continent et l'Espagne sont retissés des liens culturels et intellectuels qui avaient disparus – ou du moins s'étaient distendus – depuis la période des Indépendances⁴⁵. En l'absence de sources suffisantes toutefois, contentons-nous d'émettre l'hypothèse selon laquelle la diffusion des Semaines Sociales de France en Amérique latine a également pu connaître un détour ibérique.

Les spécificités du catholicisme social latino-américain

La question ouvrière et les problèmes sociaux dérivés de la Révolution industrielle constituent les thèmes de prédilection des Semaines Sociales de France jusqu'au moins la Deuxième Guerre mondiale. Le constat vaut également pour les *Semanas sociales* organisées en Amérique latine à partir de la fin des années 1900, mais mérite qu'on s'y arrête un temps si l'on considère le poids effectif du monde industriel et ouvrier dans des sociétés qui restent majoritairement rurales et agricoles jusqu'aux années 1960.

Si l'on retient le cas uruguayen à titre d'exemple, la place de la question ouvrière apparaît comme centrale dans les conférences organisées dans le cadre des *Semanas Sociales*, qu'il s'agisse de la grève considérée au regard de la doctrine catholique et de la législation du travail lors de la Semaine de 1912, de la participation des ouvriers aux bénéfices du capital lors de celle de 1921, des formes d'arbitrage dans les conflits du travail ou des devoirs des patrons et ouvriers lors de celle de 1932⁴⁶. Cette donnée renvoie à une réelle inquiétude intellectuelle qui s'est notamment exprimée au grand jour dans les années 1900 et 1910 au moment du Centenaire des Indépendances. Face aux premières grandes grèves que connaissent les pays les plus industrialisés – ainsi celle qui paralyse le port de Valparaíso durant plusieurs semaines en 1903 –, le spectre d'une crise des sociétés libérales et d'une possible révolution sociale s'empare des élites latino-américaines. Néanmoins, force est de constater que le primat donné par les *Semanas Sociales* à la question ouvrière ne correspond pas aux préoccupations réelles des populations, qui vivent encore majoritairement du travail agricole et sont avant tout confrontées au problème de la propriété de la terre hérité de la

45. Cf. Rafael Sánchez Mantero *et alii*, *La imagen de España en América, 1898-1931*, Séville, Publicaciones de la Escuela de Estudios Hispano-americanos de Sevilla, 1994.

46. *Tribuna social* (Montevideo), n° 130, octobre 1932; et n° 131, novembre 1932.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

période coloniale. Ce monde rural n'apparaît jamais ou presque dans la vie des Semaines Sociales latino-américaines jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la conférence consacrée aux syndicats agricoles lors de la Semaine Sociale de Montevideo en 1912 faisant figure d'exception notable.

Cette incapacité durable à prendre en compte la question agraire n'est pas le propre des *Semanas Sociales*, mais une donnée structurelle du catholicisme social d'outre-Atlantique. À partir du moment où la logique importatrice du catholicisme latino-américain induisait l'idée de la reproduction la plus fidèle des réflexions élaborées en Europe, la question de l'adaptation aux réalités sociales du sous-continent ne se posait pas réellement. Ce que traduit abruptement la poétesse et diplomate chilienne Gabriela Mistral dans un article de 1925 : « l'Amérique latine offre aujourd'hui un spectacle douloureux : le divorce absolu qui s'est produit entre les masses populaires et la religion »⁴⁷. Et c'est d'ailleurs sur les bases de ce constat que se développèrent dans les années 1950 et 1960 certains courants radicaux au sein des Églises d'Amérique latine : à une réalité sociale spécifique et bien distincte de celle que l'on observe en Europe, il convenait dès lors d'apporter des solutions originales passant par des modes d'action à la mesure des obstacles à surmonter. Et sans doute touche-t-on ici l'une des limites de la diffusion du modèle des Semaines françaises en Amérique latine. Est-ce à dire que les *Semanas Sociales* se réduisirent à des cénacles intellectuels sans prise aucune avec le réel ? Rien n'est moins sûr si l'on considère qu'elles furent aussi, pour toute une génération de catholiques et sans doute davantage qu'en France, un véritable tremplin vers le champ politique.

Au même titre que les mouvements d'Action catholique avec lesquels elles entretenirent des liens étroits et partagent souvent les mêmes membres⁴⁸, les Semaines Sociales œuvrèrent en théorie hors du champ politique selon le principe de distinction des plans temporel et spirituel que Rome avait réaffirmé à de multiples occasions dans le premier tiers du xx^e siècle, notamment à l'occasion de la condamnation de l'Action Française en 1926. En Amérique latine, deux types d'indices témoignent toutefois que la frontière entre le social et le politique ne fut pas toujours de la plus grande étanchéité, et que les Semaines Sociales furent au moins des tremplins vers

47. « Cristianismo con sentido social », *El País* (Montevideo), 1925.

48. Le lien est manifeste au Chili, autour de la personnalité du père Fernando Vives notamment. Voir le programme de la première Semaine Sociale de Valparaíso, janvier 1933 (AML, 131 II 68).

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

le politique pour la génération de jeunes catholiques qui allaient donner naissance à la Démocratie chrétienne dans les années 1930 et 1940, voire de véritables laboratoires du politique.

D'une part, l'examen d'un certain nombre de programmes des *Semanas Sociales* latino-américaines montre que certaines de ces manifestations purent à l'occasion se transformer en tribunes politiques et contribuer à inscrire les participants dans le débat partisan national. C'est notamment le cas dans les années 1930, quand les effets de la crise économique déstabilisent profondément les sociétés latino-américaines, donnent une impulsion décisive aux partis socialistes et communistes et génère l'apparition du phénomène populiste en même temps qu'une tentation fasciste bien réelle dans plusieurs pays. L'un des enjeux du moment est alors de savoir qui, de Dieu ou de Lénine, emportera le combat initié par la Révolution bolchevique et perçu comme un véritable choc de civilisation. C'est ainsi que Mgr Franceschi prend ouvertement position, au milieu des années 1930 et en sa qualité de directeur de l'importante revue *Criterio*, pour une alliance stratégique des catholiques avec les régimes de type fasciste perçus comme les derniers remparts contre le communisme, provoquant ainsi un vif débat d'opinion en Argentine et dans l'ensemble du cône Sud. Une polémique qui n'épargne pas les Semaines Sociales, puisque le prélat argentin intervient lors de la deuxième Semaine Sociale de Valparaíso sur « Le fascisme et les institutions economico-sociales »⁴⁹. Le constat vaudrait également au Brésil où Alceu Amoroso Lima, au moment même où il participe à la fondation de la première Semaine Sociale de Rio, entretient d'étroites relations avec le mouvement intégraliste de Plinio Salgado⁵⁰.

D'autre part, il est remarquable de constater que de nombreux intervenants des *Semanas Sociales* devinrent quelques décennies plus tard des cadres importants de la Démocratie chrétienne – du moins dans les pays où ce mouvement politique put jouir d'un pluralisme politique suffisant pour se développer⁵¹. C'est le cas d'Alceu Amoroso Lima au Brésil, mais aussi de Dardo Regules en Uruguay : fondateur en 1912 de la *Unión Cívica* que l'on considère souvent comme le premier parti démocrate-chrétien d'Amérique latine, il

49. Lettre d'Alfredo Cerallo Sampeaux à Marius Gonin, Valparaíso, 4 sept. 1934 (AML, 131 II 68).

50. Sur cette « tentation du politique », Olivier Compagnon, *Jacques Maritain...*, *op. cit.* (chap. II).

51. Pour une vue d'ensemble de l'essor de la Démocratie chrétienne, le chapitre consacré à l'Amérique latine dans Roberto Papini, *L'internationale démocrate-chrétienne*, Paris, Éd. du Cerf, 1986.

LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

intervient la même année lors de la première *Semana Social* uruguayenne sur « la législation du travail » et devient dans les années qui suivent l'une des principales figures du réformisme social sur la scène politique uruguayenne. Présent lors de la réunion fondatrice de l'Organisation Démocrate-Chrétienne d'Amérique en 1947 aux côtés Alceu Amoroso Lima, il est l'un des symboles de cette génération de catholiques latino-américains qui se situèrent durant l'entre-deux-guerres aux confins de l'action sociale et de l'action politique, une génération que décrit en ces termes le démocrate-chrétien vénézuélien Rafael Caldera : « nombre des actuels leaders de partis démocrates-chrétiens étions alors des universitaires, immergés dans l'étude des encycliques sociales et des programmes de l'Action Catholique. Nous comprîmes rapidement que l'action sociale réclamait comme l'un de ses aspects primordiaux l'action politique [...] ; que la politique exigeait la présence d'hommes capables de travailler pour des idéaux, avec honnêteté et intégrité [...]. Nous commençâmes donc à intégrer le champ politique, en combattant toujours entre deux fronts, en combattant d'un côté l'égoïsme des indifférents et des capitalistes insensibles [...] et de l'autre les matérialistes et le marxisme totalitaire »⁵².

En guise de conclusion

L'étude du rayonnement des Semaines Sociales de France en Amérique latine constitue un prisme aux multiples facettes. D'une part, ces institutions destinées à vulgariser la doctrine sociale de l'Église et à en faire infuser les principes au plus profond des sociétés permettent d'observer la maturation et les limites du catholicisme social extrême-occidental, qui – jusqu'à une date très récente du moins – semble avoir peiné à s'émanciper des référents européens qui avaient présidé à sa fondation et à s'adapter aux questionnements centraux du monde latino-américain. D'autre part, les *Semanas Sociales* sont un observatoire utile de l'influence du catholicisme français outre-Atlantique et, plus généralement, des transferts culturels qui structurent depuis cinq siècles l'espace euro-américain⁵³.

Il reste à savoir si le vent des idées n'a toujours soufflé que d'est en ouest comme le laisse volontiers entendre ce travail. L'une des

52. Rafael Caldera, « La democracia cristiana en América latina », dans *Ideario. La democracia cristiana en América latina*, Barcelone, Ariel, 1970, p. 54.

53. François-Xavier Guerra, « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », dans *Les civilisations dans le regard de l'autre*, Paris, Unesco, 2002, p. 183-192.

LES SEMANAS SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

hypothèses qu'il reste à explorer réside dans le possible « modèle » qu'a pu constituer le catholicisme latino-américain pour l'Église de France dans les années 1960 et 1970. Puisque l'on sait que le christianisme de libération – véritable laboratoire d'idées en matière sociale – exerça une séduction réelle sur certains secteurs de l'Église de France dans les années qui suivirent immédiatement le deuxième Concile du Vatican⁵⁴, il n'est pas exclu que les Semaines Sociales aient également tourné les yeux vers l'Amérique latine dans le contexte de crise caractérisant le catholicisme français de ces années-là.

54. Cf. par exemple Edwige LINO, *L'Amérique latine d'après les revues Études, Esprit et Économie et Humanisme entre 1950 et 1973*, Maîtrise d'histoire, Université de Paris I, dir. F.-X. Guerra, 2002.